

# L'INDÉPENDANCE BELGE.

Belgique : un numéro 20 centimes.

**PAIX** (Bruxelles, 12 fr. par trimestre, 40 par année) payable d'avance.  
**D'ABONNEMENT.** (Province, 13 fr. par trimestre, 40 par année) payable d'avance.  
 (La France, 21 fr. par trimestre, 60 par année) payable d'avance.  
 (Allemagne, 21 fr. par trimestre, 60 par année) payable d'avance.  
 (Angleterre, 21 sh. par trimestre, 60 par année) payable d'avance.  
 (Autres pays, 21 fr. par trimestre, 60 par année) payable d'avance.

Aux demandes d'abonnement doit être joint un mandat de poste ou autre à vue sur Bruxelles.  
 Tout changement d'adresse doit être accompagné de la dernière bande.

Edition du matin

B. SAMEDI

**On s'abonne :**  
 BRUXELLES, rue Fossé-aux-Loups, 62;  
 PROVINCES, dans tous les bureaux de poste;  
 PARIS, HAVAS, rue J.-J. Rousseau, 51;  
 ALLEMAGNE, AUTRICHE, SUISSE (principales villes),  
 Haasenstein & Vogler;  
 LONDRES, Cornhill, n° 2, St-Anne's Lane; Delizy,  
 Davies & Co, n° 4, Finch Lane, Cornhill; 4, Cecil St.,  
 Strand; Smith and son, 186, Strand; A. Maurice, 13,  
 Tavistock Row; Aug. Siegle, 210, Leadenhall Street.  
 AMSTERDAM, B. Essendracht, libraire;  
 LA HAYE, Belinfante frères, libraires;  
 ROTTERDAM, M.M. Nijgh et Van Dijk, libraires;  
 LUXEMBOURG, au bureau de poste;  
 ROBE, Moris, libraire, place Colonne;  
 GENÈVE, Crilancourt, place de la Poste, 24;  
 FLORENCE, Viesseux, cabinet littéraire;  
 NAPLES, Deiken et Rocholl;  
 MADRID, Alphonse Duran, Bailly-Baillière;  
 CONSTANTINOPLE, Christiani, libraire;  
 SMYRNE, Despois et Co, libraires.

BRUXELLES, 15 novembre.

## REVUE POLITIQUE.

Le télégraphe ne nous a point signalé hier, dans le résumé de la séance de l'Assemblée de Versailles, un intermède qui ne laisse pas de d'avoir un certain intérêt comique. Nous voulons parler du dépôt, par M. de Lorgeril, d'une proposition de loi relative aux lettres politiques écrites au nom de M. le président de la République et au nom de la signature. Voilà la Chambre appelée à réglementer la façon dont doit se faire et s'expédier la correspondance de M. Thiers.

L'Assemblée, comme on l'a vu par ce fait et par ses ardeurs et ses intempérances de ces jours derniers, donne le spectacle d'une confusion sans exemple. Les partis s'y agitent, sans qu'on puisse savoir qui les mène vraiment. La droite, il est vrai, affiche plus haut que jamais la prétention de n'être point menée, — si ce n'est par des princes, — et de réformer M. Thiers à merci. De grands efforts se font de ce côté pour constituer enfin une majorité résolue à imposer au chef du gouvernement une politique antirépublicaine, en faisant abstraction de toute question dynastique. On s'en est occupé dans les réunions de la droite et du centre droit, et M. d'Audiffert-Pasquier s'est employé dans l'une et dans l'autre à faire prévaloir cette combinaison prônée depuis quelque temps déjà par le Français, organe de M. Buffet et des cléricaux. Les meneurs de cette nouvelle intrigue ont déjà commencé à opérer sur le terrain des faits, et leur premier soin a été de donner des gages aux bonapartistes, en faisant porter sur la protestation du prince Napoléon le vote des bureaux pour la formation de la commission des pétitions. Dans plusieurs bureaux, ils ont emporté de la sorte des nominations hostiles à M. Thiers et fait entrer dans la commission des députés des commissaires ayant pour mission de blâmer le gouvernement au sujet de l'expulsion du cousin de l'auteur du 2 décembre.

M. Gladstone, dont l'absence au banquet d'installation du prince Napoléon a été fort remarquée et commentée, a assisté hier à un autre banquet donné à l'occasion de la rentrée du tribunal civil. Il y a prononcé un discours tout entier consacré à la glorification du système de l'arbitrage international adopté par l'Angleterre et les États-Unis pour le règlement des *Alabama Claims* et de la faillite de San-Juan. Le premier ministre a exprimé la ferme confiance de voir ce système adopté désormais par tous les gouvernements. (Voir au BULLETIN TÉLÉGRAPHIQUE.)

Le parti réformiste en Angleterre est infatigable. Il profite du terrain qu'il a gagné pour en conquérir davantage, et c'est au moyen de ces efforts incessants que le mouvement progressif se prolonge sans ébranler le mécanisme gouvernemental. Dans ses dernières années il a obtenu des modifications importantes de la loi électorale, qui ont fait disparaître quelques bourgeois pourris et ont considérablement augmenté le nombre des électeurs. Maintenant, il s'agit de donner au vote de chaque électeur un poids égal et de trouver un moyen d'établir l'égalité entre les conditions de l'électorat dans les villes et les bourgs et ses conditions dans les comtés. L'Association pour la réforme électorale a eu mercredi une conférence et un meeting public où ces questions ont été agitées. A la conférence on comptait des délégués de quarante-huit villes et cités, y compris Londres et ses diverses circonscriptions électorales. Birmingham, Derby, Edinbourg, Glasgow, Newcastle, Manchester, Bristol, Liverpool, Leeds, Leicester, Norwich, étaient représentés. La Ligue pour la réforme électorale, qui a pour président M. Arch, le fameux agitateur agricole, venant demander au nom des ouvriers des champs, l'émancipation politique de la classe à laquelle il appartient.

La nécessité d'un changement des circonscriptions électorales a été soutenue par M. Briggs, ancien membre de la Chambre des Communes pour l'île de Wight.

D'après les chiffres qu'il a produits, la ville de Londres, qui compte une population de plus de trois millions d'habitants, est représentée au Parlement par vingt-deux députés, tandis qu'elle aurait droit à cinquante-cinq, si la représentation était proportionnelle au nombre des électeurs. Il en est de même de Liverpool et de plusieurs autres centres de l'Angleterre. Une résolution a été votée, en conséquence, pour demander le remaniement des circonscriptions électorales, de façon que chaque vote ait une influence égale dans toutes.

Cette résolution a été suivie d'une autre exprimant la nécessité d'établir l'égalité entre les conditions de l'électorat dans les villes et les bourgs et celles de l'électorat dans les comtés.

Le meeting du soir, présidé par sir Ch. Dilke, a voté des résolutions semblables.

En Prusse la presse s'occupe presque exclusivement des conséquences du conflit entre la couronne et la Chambre des Seigneurs. Les journaux, qui ne se contentent pas de critiquer le gouvernement, mais qui cherchent à le faire passer sous le coup de la loi sur l'organisation des cercles, sont en minorité. Le parti libéral national, dont la *Gazette nationale* est l'organe, juge l'expédition d'une loi de pairs insuffisante; il demande la réorganisation de la haute Chambre sur de nouvelles bases, voire même la suppression complète de ce corps constitutionnel qu'il considère comme un rouage inutile et une entrave à toute législation progressive. Les plus avancés prétendent qu'une Chambre des Pairs en Prusse est un anachronisme et un défi permanent aux principes mêmes de la Constitution.

La *Gazette de la Croix*, organe des tendances qui prédominent dans la première Chambre, ne se sent pas à l'aise dans cette tempête déchaînée par les votes des seigneurs. Elle affecte d'attribuer les bruits qui menacent la Chambre à des indiscretions émanées de la Wilhelmstrasse (où est situé l'hôtel du ministère d'Etat), et qui fieraient allusion à un mémoire du prince de Bismarck où il serait question de la transformation de cette assemblée en un conseil d'Etat ou un Sénat. Pour en arriver là, il faudrait un changement de la Constitution et par conséquent le concours de la Chambre des Seigneurs. Or s'écrit la *Gazette de la Croix*, pour que de pareilles idées se produisissent sous la forme de propositions positives, il faudrait pour les réaliser constitutionnellement, non pas une loi de 40 ou 50 pairs, mais une invasion de 200 à 300 membres nouveaux.

Il est possible que pour le moment, en dépit des insinuations et des menaces de la presse officieuse, le gouvernement et surtout le souverain n'aient pas des intentions aussi radicales qu'on le voudrait. Mais en admettant que la loi, cause de toutes ces discordes, fut acceptée par la majorité de l'une et de l'autre Chambre, le même conflit ne se renouvelerait-il pas à l'occasion de la loi sur le mariage civil, la loi sur l'enseignement, la loi sur les rapports entre l'Eglise et l'Etat, toutes lois politiques qui entra-

meront profondément les abus que défend et défendra toujours la Chambre des Seigneurs.

Le nouveau code disciplinaire pour l'armée allemande vient d'être promulgué. On y remarque un adoucissement notable des pénalités et des garanties nouvelles contre les excès de pouvoir ou la partialité des supérieurs.

Par ordre du ministère de la guerre, le code martial (*kriegs artikel*) qui comprend 85 articles, sera traduit en lithuanien, pour le 1<sup>er</sup> corps (Prusse orientale); en polonais, pour le 5<sup>e</sup> corps (Posen); en danois, pour le 9<sup>e</sup> corps (Schleswig-Holstein); et en français, pour le 15<sup>e</sup> corps (Alsace-Lorraine).

## Post-scriptum.

L'Assemblée française a terminé aujourd'hui la discussion générale sur le projet de loi relatif à la réforme du jury. Combattu par M. Berteaud du centre gauche, l'un des juristes les plus compétents de la Chambre, ce projet a été vivement défendu par M. Dufaure, ministre de la Justice, qui la présente comme une sorte de loi de salut pour le maintien de l'ordre social.

Un scrutin a été ouvert pour décider si l'on passerait à la discussion des articles; 475 voix contre 142 seulement ont donné raison à M. Dufaure.

La proposition de M. de Kerdel, tendante à la nomination d'une commission chargée de rédiger une Adresse en réponse au Message de M. Thiers, sera examinée dans les bureaux mardi prochain. (Voir au BULLETIN TÉLÉGRAPHIQUE.)

## CE QUE VAUT L'ARMÉE.

III  
 Pour se rendre un compte exact de l'inefficacité de notre armée, et de la nécessité de la réorganiser de fond en comble, il faut, d'après M. le colonel Brialmont, se rappeler les événements qui se sont accomplis en Europe depuis les traités de Westphalie et de Vienne, et surtout depuis quelques années; il faut se préoccuper de certains événements que le publiciste déclare vraisemblables et même imminents; il faut enfin considérer la tendance qui pousse les grandes puissances à l'absorption des peuples.

Si notre armée, avec son organisation actuelle, n'est pas en état de défendre le grand intérêt national qu'elle a pour mission de sauvegarder, c'est que notre nationalité indépendante est beaucoup plus menacée qu'on ne pense.

Déjà le traité de Westphalie témoigne d'une tendance manifeste de tous les peuples de premier ordre à l'unité nationale et politique.

Le traité de Vienne accepte cette tendance comme un fait de nature à consolider l'équilibre européen. Il supprime les républiques de Venise et de Gènes. Plus tard, la république de Cracovie disparaît à son tour. Depuis, nous avons vu le Piémont « confisquer les souverainetés indépendantes de l'Italie », — confisquer fera plaisir au ministère clérical — et « absorber jusqu'au pouvoir temporel du Pape » — encore une observation dont le ministère ne peut manquer d'être très-satisfait.

En Allemagne, la Prusse s'annexe une partie du Danemark, et s'assimile successivement les petits États de la Confédération germanique. — Il est assez intéressant de constater en passant que l'écrivain qui emploie le mot « confiscation » à propos de l'unité italienne, se sert de termes plus doux pour caractériser l'unité de l'Allemagne.

Ainsi, dit l'auteur de la brochure, « les deux tiers des petits États ont été annexés ou conquis depuis le commencement du siècle. Il en conclut que le moment est mal choisi pour exprimer une confiance absolue dans la force des traités et dans la rivalité jalouse des grandes puissances. »

On pourrait se demander s'il y a la moindre analogie entre la Belgique et les républiques de Venise, de Gènes et de Cracovie, et si l'unité de l'Italie et celle de l'Allemagne ont pour conséquence logique la suppression de la Belgique indépendante, plutôt que le démembrement de la Suisse, qui reste debout comme notre pays malgré toutes les transformations et tous les ébranlements dont l'Europe a été le théâtre dans ces derniers temps.

Mais nous ne voulons pas discuter cela, encore moins réfuter sur ce point l'opinion de l'auteur. Nous prenons au contraire cette opinion comme point de départ de notre argumentation. Seulement, nous voyons sérieusement inquiets, beaucoup plus inquiets peut-être que l'auteur de la brochure ne le désire.

A l'en croire, M. de Lavalette exprimait « une vérité frappante » lorsqu'il disait dans sa fameuse circulaire diplomatique de 1864 :

« Une puissance irrésistible pousse les peuples à se réunir en de grandes agglomérations en faisant disparaître les États secondaires. Cette tendance naît du désir d'assurer aux intérêts généraux des garanties plus efficaces. »

Notre situation est donc bien claire. Les traités ne signifient rien. La rivalité jalouse des grandes puissances n'est pas une garantie. Toutes les puissances de premier ordre ont la même tendance; toutes obéissent à cette puissance « irrésistible » qui pousse les peuples à se réunir en de grandes agglomérations.

Mais alors nous sommes irrésistiblement condamnés!

N'imposez! Il ne faut pas abandonner la partie. Notre devoir est de nous défendre. L'honneur le veut. C'est l'avis de l'auteur de la brochure. C'est aussi le nôtre.

Mais qu'allons-nous faire? Songeons-y bien. Il nous faut une armée capable de lutter contre toutes les grandes puissances, puisqu'elles sont toutes animées du même instinct d'absorption, puisqu'elles ont toutes le même appétit vorace, puisque leur rivalité jalouse ne mérite pas la moindre confiance, — ce qui veut dire, sans doute, que, loin de s'interdire l'une à l'autre de faire main-basse sur notre indépendance, elles pourraient bien un jour s'entendre pour la supprimer.

Ce jour n'est peut-être pas très-éloigné,

car l'auteur nous le dit : « La Belgique doit se préparer incontinent à la guerre. » Le péril est proche, et nous serons seuls, sans alliés, livrés à nos propres ressources.

Une armée capable de résister à toutes les grandes puissances, il nous la faut. Qui nous la donnera? Est-ce le service obligatoire, qui n'est pas le service général, — on a eu soin de nous en avertir, — le service obligatoire, panaché d'exemptions, de dispenses et d'ajournements qui équivalent à une libération complète du service militaire, ainsi que nous l'explique M. le lieutenant général Chazal dans un remarquable discours que nous avons publié l'année dernière (8 juin 1871), le service obligatoire avec le maintien de la conscription?

Etes-vous certains au moins qu'avec le service obligatoire « le grand intérêt national » sera enfin convenablement protégé? Vous nous en donnerez l'assurance, comme vous nous l'avez donnée chaque fois qu'il s'est agi d'ajouter aux charges militaires du pays. Vous nous direz oui, mais déjà vous nous avez dit oui en 1853, en 1859, en 1868. La confiance que vous teniez nous inspirer alors, vous ne l'avez plus. Ce que vous déclarez suffisant vous paraît dérisoire. Qui nous prouve que ce que vous réclamez aujourd'hui ne vous paraîtra pas bientôt insuffisant? Comment nous ferez-vous croire que nous aurons jamais une armée capable de nous défendre, s'il est vrai que toutes les grandes puissances guettent les petits États, s'il est vrai que l'annexionisme des petits États au profit des grands soit le fait d'une fatalité irrésistible, la loi même de l'histoire, la loi même de l'équilibre européen?

Qui veut trop prouver ne prouve rien. L'auteur de la brochure a oublié ce dictionnaire national, et toutes ses explications tendent à démontrer que cette défense se fera en pure perte. Il plaide le service obligatoire, et il ne s'aperçoit pas qu'il amène ses lecteurs à conclure dans le sens de l'inefficacité absolue et irrémédiable de l'armée.

La conclusion est forcée, soit; mais la conclusion de l'auteur ne l'est pas moins. Nous avons déjà relevé quelques-unes de ses contradictions. En voici une autre :

« Si, en juillet 1870, nous n'avions pas mis sur pied une armée de 83,000 hommes ayant pour base d'opération l'incertitude de la place d'Anvers, notre territoire eût été occupé par les belligérants, et sans doute, les sanglantes batailles de Werth, de Metz et de Sedan auraient été livrées sur les bords de la Sambre et de la Meuse. »

Eh bien, nous l'avons mise sur pied cette armée de 83,000 hommes, et elle n'était pas organisée d'après le système du service obligatoire. Pourquoi donc prétendez-vous que sans le service obligatoire l'armée ne peut nous rendre aucun service?

Il y a même des gens qui ont trouvé que nous aurions pu nous dispenser de nous livrer à un aussi vaste déploiement de forces militaires; notamment un homme politique qui ne passe pas pour un destructeur de l'armée et pour un adversaire du budget de la guerre, l'honorable M. Frère-Orban. Il est vrai que nous aurions alors l'appui de l'Angleterre, qui avait conclu un traité tout exprès pour protéger notre neutralité; détail que l'auteur de la brochure passe complètement sous silence, peut-être parce qu'il prouve que les traités sont parfois bons à quelque chose, et que la Belgique n'est pas aussi isolée qu'il se plaît à le dire.

Nous croyons avoir établi que les considérations historiques et politiques développées dans cette brochure ne servent pas la thèse de l'auteur. Dans un prochain article nous examinerons les arguments philosophiques sur lesquels il l'appuie.

Dans le but de faire cesser un état de choses qui expose l'administration de la guerre à des soupçons de partialité, le lieutenant général Guillaume vient de décider que tout officier qui aurait atteint l'âge de la retraite serait admis à faire valoir ses droits à la pension en vertu de la loi de 1838.

Les officiers dont les noms suivent seront pensionnés pour la fin de ce mois :

1<sup>er</sup> Fisselle, colonel commandant de place à Gand;  
 2<sup>e</sup> Le Normand, colonel commandant de place à Anvers;  
 3<sup>e</sup> Demazière, commandant le 3<sup>e</sup> régiment de chasseurs;

4<sup>e</sup> Tosquinet, commandant le 12<sup>e</sup> de ligne;  
 5<sup>e</sup> Desalmon, commandant le 3<sup>e</sup> lanciers;  
 6<sup>e</sup> Ronberg, lieutenant de 1<sup>re</sup> classe;  
 7<sup>e</sup> Marceux, inspecteur-vétérinaire;  
 8<sup>e</sup> Fraters, lieutenant-colonel au 1<sup>er</sup> lanciers;  
 9<sup>e</sup> Delhay, capitaine d'infanterie;

10<sup>e</sup> Grégoire, capitaine-commandant au 2<sup>e</sup> chasseurs à cheval;

11<sup>e</sup> Vandamme, garde d'artillerie de 1<sup>re</sup> classe;  
 12<sup>e</sup> Capitaine, lieutenant de gendarmerie;  
 13<sup>e</sup> Seroge, lieutenant de gendarmerie;

14<sup>e</sup> Dupuex, médecin de régiment, sur sa demande.

On assure que les inspecteurs généraux se réunissent en comité, depuis le 11, au ministère de la guerre, pour arrêter les listes d'avancement au choix.

La Compagnie Nord belge fait connaître qu'elle ne peut plus garantir les délais de livraison fixés par les règlements.

En conséquence, les transports à destination de la ligne de Liège à Givet ou devant transiter par cette ligne ne seront plus acceptés lorsqu'ils seront présentés aux conditions de l'assurance contre les risques de retard.

A dater du 20 courant, les taxes à percevoir en Belgique sur les lettres à destination du Brésil, de Buenos-Ayres et de Montevideo, transportées par la ligne de paquebots entre Anvers et la Plata, subiront une réduction, en même temps que le poids du port simple sera élevé de 10 à 15 grammes.

Voici quelles sont les taxes nouvelles :  
 De Belgique au Brésil, 70 centimes pour 45 grammes, lettres affranchies; 90 centimes pour les lettres non affranchies. Les journaux, les imprimés, les échantillons paieront, pour un poids de 50 grammes, 10 centimes.

En destination de Buenos-Ayres et de Montevideo, les lettres, du poids de 15 grammes, affranchies jusqu'au port de débarquement, paieront 50 centimes, les lettres non affranchies, 70. Les journaux, imprimés et échantillons sont taxés à 10 centimes pour un poids de 50 grammes.

Les correspondances pour les mêmes pays, acheminées par les paquebots partant de France ou d'Anvers, conservent leurs taxes actuelles, qui sont respectivement :

Par la France. Par l'Angleterre.  
 Lettres, 4 fr. 1 — 7 1/2 gr. 1 30 par 45 gr.  
 Journaux et impr., 46 par 40 gr. 15 par 50 gr.  
 Échantillons... Non admis. 60 par 120 gr.

**Actes officiels.** (Extraits du *Moniteur*.)

**CORPS DIPLOMATIQUE.** — Par arrêté royal du 22 octobre, M. Van de Velde (A.), secrétaire de légation de 1<sup>re</sup> classe, a été nommé conseiller de légation. Par arrêts royaux de la même date, ont été nommés secrétaires de légation de 1<sup>re</sup> classe, MM. le comte Adhémar d'Outrebourg, Louis Boyaval, le baron Edouard Dujardin, Léon Maskens, le comte Rodolphe de Liedekerke Beaulieu, le baron Eugène Nodding et le comte Humbert de Liedekerke-Beaulieu, secrétaires de 2<sup>e</sup> classe.

Par arrêté royal du 14 octobre, M. Charles Pety de Thorée, docteur en droit, a été nommé attaché de légation.

**ADMINISTRATION DES CHEMINS DE FER, POSTES ET TÉLÉGRAPHES.** — Par arrêté royal, en date du 30 octobre, le sieur Weickx (H.), chef de station de 4<sup>e</sup> classe, a été promu au grade de chef de station de 3<sup>e</sup> classe.

Par arrêté royal, en date du 3 novembre, le sieur Develles (C.) percepteur des postes de 2<sup>e</sup> classe, a été promu au grade de contrôleur de 1<sup>re</sup> classe et démission de son emploi, avec faculté de faire valoir ses droits éventuels à la pension de retraite, lui a été accordée sur sa demande.

Il est autorisé à conserver le titre honorifique de son grade et à en porter les insignes.

Le Roi a reçu de S. A. S. Mgr le prince régent de Reuss-Grèz une lettre en notification de son mariage avec S. A. S. M<sup>me</sup> la princesse Ida-Mathilde-Adélaïde de Schaumbourg-Lippe.

**FÊTE PATRONALE DU ROI.** — La fête patronale du roi Léopold II (la Saint-Léopold) a été célébrée à Bruxelles le 15 novembre, dans la capitale avec la solennité habituelle. Elle avait été annoncée par le bourdon de Sainte-Gudule dès la veille au soir et ce matin et par les sonneries des cloches de toutes les églises paroissiales. Le drapeau national flotte sur les tours de l'église collégiale, aux façades des principaux édifices publics et d'un grand nombre de maisons et d'édifices particuliers. Les consuls et les nationaux étrangers dans les bassins du port avaient également arboré le pavillon national.

A midi, le *Te Deum* a été chanté en l'église collégiale des SS. Michel et Gudule et à 4 h 45 honneur de la présence de S. M. la Reine qui accompagnait S. A. R. Mgr le comte de Flandre.

Le conseil communal de Bruxelles, a offert hier soir un banquet à M. Jules Ansiaux, bourgmestre de la ville, au lieu de l'hôtel de ville.

Le bourgmestre informe les jeunes gens nés en 1853, et qui doivent participer au prochain tirage au sort, qu'ils peuvent, dès à présent, se faire inscrire au bureau de la milice (Maison du Roi, Grand-Place, n° 31).

Mercredi, vers sept heures et demie du soir, un journalier du nom de Jacques Stevan, demeurant rue des Vies, 15, à Bruxelles, a été renversé par un cheval, dans une rue de la capitale appartenant au sieur De Bouck, et a reçu des contusions assez graves pour nécessiter le transport du blessé à l'hôpital Saint-Pierre, où il est demeuré en traitement. Procès-verbal a été dressé par la police à charge du conducteur dudit véhicule.

A la même heure, un cheval attelé à une charrette, appartenant au sieur De Bouck, a été renversé par un cheval, dans une rue de la capitale appartenant au sieur De Bouck, et a reçu des contusions assez graves pour nécessiter le transport du blessé à l'hôpital Saint-Pierre, où il est demeuré en traitement. Procès-verbal a été dressé par la police à charge du conducteur dudit véhicule.

Des accidents fréquents démontrent à l'évidence la légitimité des réclamations nombreuses adressées à l'Administration communale de Bruxelles au sujet de la sécurité de la circulation, pour les piétons, au nouveau boulevard de la Senne. Jusqu'à présent rien ne prouve que l'édilité soit disposée à faire droit aux justes et incessantes doléances du public sous ce rapport. Le milieu de la voie est occupé par les omnibus américains. Les omnibus ordinaires et les véhicules de toute espèce circulent constamment, et presque sans bruit, sur les côtes asphaltées, et comme il n'y a pas de trottoirs et en attendant qu'il y en ait, les piétons, obligés de marcher sur l'asphalte, risquent à chaque instant d'être écrasés. On demande tout bonnement, pour parer à ce grave inconvénient, qu'on réserve provisoirement l'un des côtés asphaltés pour les voitures et l'autre pour les piétons.

Nous rapporçons l'autre jour qu'un homme s'était pendu parce qu'on avait refusé de lui payer des matras de sénéchal. Voici une nouvelle saine qui s'est suicidée sous un prétexte non moins futile. Cette dame, rentière, habitait un appartement dans la rue du Chemin de fer, à Saint-Josse-ten-Noode. Avec elle, vivait une servante qui était à son service depuis plusieurs années. Celle-ci ayant annoncé qu'elle allait se marier, sa maîtresse en éprouva un profond chagrin et déclara que le départ de sa domestique était pour elle un coup mortel.

En effet, peu de jours après le mariage de cette servante, celle qui la remplaçait après avoir vainement cherché la dame pour le déjeuner, finit par la trouver pendue derrière une porte. La mort remonta à plusieurs heures déjà.

On le voit, s'il se trouve encore des domestiques qui tiennent à leur maître, on rencontre aussi des maîtresses qui tiennent à leur servante.

On nous écrit de Liège, 11 novembre :  
 « Vendredi dernier, un jeune ouvrier, Jean-Baptiste N., âgé de 20 ans, a été enseveli sous un éboulement qui s'est produit dans une houillère de cette ville; ses compagnons de travail coururent aussitôt à son secours et le ramenèrent promptement à la surface, mais on éprouva en vain tous les secours de la science pour rappeler à la vie l'infortuné travailleur qui avait succombé à l'asphyxie. »

Une nouvelle grève vient d'éclater en cette ville, c'est celle des ouvriers tanneurs qui jusqu'ici avaient résisté à toutes les instigations qui les étaient l'objet de la part des meneurs. Aujourd'hui, ces ouvriers, comme tant d'autres, réclament une augmentation de salaire et une diminution des heures de la journée de travail.

On nous a annoncé que les députés du Conservatoire royal de musique de cette ville se proposaient d'offrir à M. Théodore Radoux, le nouveau directeur de cet établissement, une couronne d'or; c'était vrai; mais ce qui l'est aussi, c'est que M. Radoux a eu le bon goût d'in-

former les organisateurs de la souscription ouverte pour l'achat de ce riche présent, qu'il ne voulait pas l'accepter.

On lit dans l'*Opinion d'Anvers* :  
 « Un entrepreneur de menuisiers, le sieur Henri P., s'est pendu hier dans une maison en construction de la rue des Menuisiers. Il s'était rendu dans l'après-midi à cette maison, et il avait dit à des ouvriers peintres qui s'y trouvaient à travailler, qu'il avait quelques travaux à achever au grenier où il se rendait, en effet, mais pour y mettre à exécution le fatal dessin arrêté dans sa pensée. »

Les ouvriers peintres, quelque temps après son arrivée, entendirent un grand bruit, comme celui d'un corps qui tombe et se doutèrent du fait qui venait de se accomplir; cependant ils ne se hâtèrent pas d'aller secourir le malheureux qui supposait en danger de mort; parce qu'il était défendu par la police, dirent-ils, de décrocher ou de secourir un pendu, avant l'arrivée des autorités. Si bien que l'infortuné P... n'a été retrouvé que ce matin et, comme bien on pense, ayant cessé de vivre depuis longtemps.

On attribue cet acte de désespoir au chagrin qui lui causait la mauvaise conduite de ses fils.

Quand donc ce barbare et stupide préjugé, qu'il est défendu de secourir un homme en danger de mort avant l'arrivée de la police disparaîtra-t-il?

Laisser s'accomplir un suicide lorsqu'il suffit de couper une corde pour l'empêcher, c'est presque commettre un meurtre, et nous voudrions voir une loi édictée, frappant d'une peine grave tout individu qui, en ayant la possibilité, n'aurait pas secouru son semblable en danger de mort.

On nous écrit d'Ostende, 13 novembre :  
 « Cette nuit, le brick norvégien *Lydia*, cap. Speilberg, venant de Skefteia, avec un chargement de bois, en destination de Gand, a été jeté contre l'estacade ouest par une violente brise de nord-est et s'est fait quelques avaries, qui le forceront à débarquer peut-être son chargement. »

Un nouveau sinistre vient d'affliger notre population maritime.

La chaloupe de pêche n° 17, *Pharidae*, de notre port, a été conduite à Nieuport, par quelques marins du bateau pilote de cette station.

Le patron de cette chaloupe, M. Lecluyse, ainsi qu'un de ses matelots, J. Cortvelde, avaient été enlevés du pont par un coup de mer, qui a blessé grièvement un autre matelot et a fait écouler de graves avaries à la chaloupe ostendaise.

On écrit de Charleroi, le 11 :  
 « Le travail de l'épuisement de l'eau à la fosse n° 1 (Mambourg) est à peu près terminé. Mais ici se présente une difficulté imprévue : la cage tombée en travers est fortement encaissée dans la maçonnerie du bougnou, et il faudra encore plus d'un jour de travail pour la dégager complètement. »

On doit plaindre les malheureux ouvriers chargés de cette pénible besogne, car il n'est pas facile de se débarrasser d'une infection si pestilentielle que l'un d'eux n'a pu supporter ces exhalaisons putrides et est remonté malade.

On a encore inhumé ce matin trois victimes retrouvées pendant la nuit dans le bougnou. En quel état? nous n'avons pas besoin de le dire, et nous omettons ces tristes détails afin de ne pas nuire inutilement des douleurs déjà assez poignantes.

Les travaux ébahonniers de la fosse ne pourront être repris vers le commencement de la semaine prochaine.

On écrit de Liège, le 13 :  
 « La première neige est tombée la nuit dernière; elle continue. »

Les jardins et les toits des maisons présentent déjà un coup d'œil blanchâtre et blanc.

Nous avons une nouvelle crue des eaux de la Meuse; depuis avant-hier, le niveau s'en est élevé d'environ trente centimètres. La basse en dessein des ports, dans la traversée de la ville, est submergée.

Un jeune cheval, traînant un camion chargé d'une chaudière, a pris le mors aux dents, hier matin, en traversant la rue Puits-en-Sock. Malgré la pesanteur du véhicule et les efforts du conducteur, le fougueux animal traversa au galop la rue Surlat, jetant l'effroi sur son passage, puis tourna court l'angle vers la rue Grande-Bèche, où, par malheur, il atteignit un brave journalier, âgé de soixante ans, et lui fit des contusions assez graves pour qu'on eût dû le transporter à l'hôpital de Bavrière.

Heureusement, deux courageux ouvriers se sont jetés à la tête du cheval au risque de se faire écraser, et sont parvenus à l'arrêter dans sa course furibonde.

On vient d'élever, dit l'*Observateur d'Anvers*, sur la place principale de Bavière, une colonne portant la statue de la reine Brunehaut, d



pouvoir exécutif avait proclamé la nécessité et la légitimité des institutions nouvelles. M. Gambetta, sur l'affirmation de l'ami de M. Thiers, que ce dernier avait toujours marché agissant à ce but, avait répondu que ce n'était pas de M. Thiers personnellement qu'il se défiait, mais des conseils de son entourage. M. Gambetta les siens, — en son nom et en celui d'une quarantaine de ses amis de l'extrême gauche, désormais acquis au président de la République, — ajoutant que la gauche prenait sa part des conseils excellents, même des leçons que l'expérience du président de la République lui adressait. En supposant que M. Thiers eût quelques craintes de se compromettre en acceptant les faveurs de l'extrême gauche, la droite a manœuvré de façon si inhabile, qu'elle force le président, dans l'intérêt de sa stricte personnalité, d'accepter l'appui des radicaux. Il n'est pas possible d'être plus aveugle.

M. Gambetta ne se serait pas borné là, il se serait venu ce matin à la préfecture de Versailles déposer l'expression de ses sentiments pour le président de la République. Au reste, comme j'avais l'indignation plus haute, le centre droit comprend la faute qu'il a faite et on considère comme plus possible aujourd'hui une scission dans le centre droit que dans le centre gauche. M. Casimir Périer et quelques-uns de ses amis auraient déclaré ne pas vouloir suivre le centre droit dans la voie qu'il a prise, en déclarant nettement la guerre au président de la République, et il n'y a rien d'improbable à ce qu'il se forme une sorte de tripartite de demi-avec certaines hésitations du centre gauche. Ce serait là une phalange peu nombreuse, et en tout cas de peu d'influence morale. Un symptôme qui peut corroborer cette prévision, c'est la présence hier à la réception de M. Thiers de plusieurs membres du centre droit, notamment MM. Vingt, Catin, de Fourton, Target, qui ont rencontré à M. Chalmel-Lacour, de la gauche radicale et intime de M. Gambetta.

Il y a eu aujourd'hui séance de l'Union républicaine; on n'a pas encore les détails, mais l'article de la République française de ce matin, de même que les détails que je vous transmets et que je vous garantis, indiquent assez quels sentiments ont dû y être exprimés, et quelles résolutions ont pu y être prises. On annonce aujourd'hui que ce sera M. Dufaure et non plus M. V. Lefranc qui répondra à l'interpellation du général Changarnier dans la séance de lundi; mais la question d'illégalité du banquet ayant été écartée dans le parti qui a proclamé le droit à la révolution aux agapes de Bordeaux, M. Gambetta répondra lui-même, et c'est le général Changarnier qui lui fait plaisir. Quant au gouvernement, M. Dufaure semblait d'abord, à ce qu'il paraît, assez mal disposé contre M. Gambetta qu'il considère comme ayant fait une faute, et M. Dufaure se proposait surtout de soutenir M. de Tracy, le préfet de la Savoie, — mais la droite a pris soin de changer la situation et d'obliger le gouvernement à ne pas se brouiller avec les radicaux.

Le ministère de la guerre va lancer la proposition spéciale des crédits nécessaires à l'organisation de l'armée territoriale. On veut de plus décider la création de 32 nouveaux régiments d'artillerie, et à l'expiration du 10 novembre, deux régiments nouveaux seront créés par mois. On veut aussi d'adopter la cartouche en métal, ce qui entraînera la transformation de tous les chassepots qui sont à la Saint-Etienne. Chaque fusil modifié coûtera 11 fr. En admettant quatre chassepots par soldat, pour 800,000 hommes, il y a 33 millions 200,000 fr. de dépenses, et on voit que cela entraîne de salaires pour les ouvriers de Saint-Etienne. Il y a à un élément d'agitation neutralisé pour longtemps.

Les pélerins ne s'arrêtent pas; ils vont de s'en faire un encens à Notre-Dame du Mont-Lauron, dans le Doubs, et on en organise un autre des mobiles de l'Ardenne à Notre-Dame de Lourdes. En même temps, ce qui est plus triste, mais au moins dans un but plus patriotique, un calvaire vient d'être élevé dans le cimetière de Conlie en commémoration de 4,341 mobiles bretons, morts à ce camp de Conlie, de sa fureur même.

L'affaire de M. Granier de Cassagnac et de M. Baze est terminée; la cour d'appel d'Alger, réformant le jugement du tribunal de première instance qui, sous l'empire, n'avait vu dans les allégations dont se plaignait M. Baze que des inexactitudes historiques, a condamné aujourd'hui M. Granier de Cassagnac et M. Noubel père à 2,000 fr. de dommages-intérêts envers le questeur de l'Assemblée nationale, et aux frais du procès.

Correspondant, partielle de l'Indépendance (Ch.)

Versailles, 14 novembre.

Eh bien, de la lecture du Message et des préjudices de la session, c'est un sentiment de tristesse qui me reste. Non que le Message ne soit, quant à la politique qu'il manifeste, d'un grand sens; mais parce qu'il ouvre toute grande la porte aux réformes constitutionnelles; parce qu'il les appelle, et que, à mon sens, c'est appeler le danger.

Ce pays deviendra-t-il jamais sage? Je me prends à en douter, quand je vois à l'heure où il respire à peine, où l'on se reprend à peine à vivre de la vie normale, non seulement les partis, mais le gouvernement lui-même appeler les orages.

Nous sommes dans le provisoire, c'est vrai, et il est raisonnable de songer à éviter aux « cas » du provisoire, mais voilà tout.

Constituer! quelle affaire dans l'état des esprits et des partis! Et c'est M. Thiers qui vient le premier proposer à cette Assemblée de constituer!

Eh quoi! tant d'affirmations en faveur de la République conservatrice, tant de protestations en faveur de l'ordre, jointes à la reconnaissance du droit de constituer n'ont pas désarmé la droite!

La droite, je le sais bien, est impuissante pour la constitution d'une royauté, puisque le comte de Chambord résiste à la fusion malgré les objurgations et prières de ses amis.

Mais sera-t-elle impuissante pour un coup d'Etat parlementaire? Quoi qu'il en soit, les esprits sont bien montés de ce côté.

Bien de quel côté n'est-on pas désraisonnable? Le centre gauche lui-même, dont l'ambition est de se faire passer pour prototype de sagesse et de prudence, pour la modération parlementaire, ne se pose-t-il pas spontanément et sans y être provoqué par aucun fait récent, la question de savoir s'il ne conviendrait pas de rompre avec l'extrême gauche. Au fait, de ce côté de l'Assemblée on était quelquefois d'accord et sans doute le besoin d'une petite division de plus se faisait sentir.

Ce projet de rupture amènera, me dit-on, un duel de tribune entre M. Gambetta et M. Ricard. Il y a longtemps d'ailleurs que ces deux anciens amis, aujourd'hui adversaires, ont envie de se mesurer.

L'ordre du jour appelle, vous le savez, la discussion sur le projet de loi élaboré par le gouvernement et rapporté par M. Desjardins, sur la reconstitution du jury.

Le premier orateur qui a la parole est M. Boyssot. Dans son exposé, l'orateur qui s'oppose aux restrictions illibérales apportées par le projet de loi à l'état de choses actuel, a placé cette phrase: « La forme de gouvernement aujourd'hui installée... adoptée... br! Aussitôt tumulte à droite, réclamations, interruptions, protestations... Ah! me Dieu!

M. Boyssot, avec juste raison, soutient ce principe que tout citoyen doit être électeur et que tout électeur doit être juré.

Ce n'est pas l'avis du projet de loi, qui multiplie les causes d'indignité, les motifs de récusation, en outre de ce principe que je trouve dans l'exposé des motifs: « Que le juré n'exerce pas un droit, mais remplisse une fonction publique aussi délicate qu'importante... tant qu'un principe tout citoyen est apte à recevoir la délégation de la société, mais qu'aucun n'est fondé à la réclamer.

En conséquence, » ajoute l'exposé des motifs, « il n'y a donc pas lieu de dresser une liste générale... Tout le projet de loi, qui est un gâchis jeté à la droite, découle du principe ci-dessus.

Vous en voyez d'ici la contenance.

Les discussions des bureaux ont été animées; dans plusieurs, la question du prince Napoléon a été agitée à propos du choix des commissaires destinés à former la commission des pétitions.

Dans le troisième bureau (vous trouverez plus loin la liste des présidents et secrétaires), M. Dufaure (le président de la réunion des Réservoirs qui, comme vous savez, a décidé de soutenir l'élection du prince Napoléon) a parlé dans le sens de la fusion de la République, et a décidé de soutenir l'élection du prince Napoléon.

« Sous tous les gouvernements, a-t-il dit, les lois doivent être respectées, et en expulsant un conseiller général, on a violé la loi.

M. Claude (des Vosges), de la réunion de la gauche républicaine, a répondu à M. Dufaure, pour lui dire que le prince, jouant un rôle de conspirateur, se trouvait par là même, hors la loi commune, et qu'un gouvernement doit avant tout se défendre.

M. Dufaure a été élu contre M. Claude à une majorité de 21 voix contre 19.

Ce petit fait n'est pas sans signification. Dans tous les bureaux, à propos de la nomination du commissaire de la commission des pétitions, la même discussion a été plus ou moins produite, et c'est sur la pétition du prince Napoléon que les opposants à M. Thiers se sont complus.

Vous verrez ci-après, par les élections des bureaux, que la droite donne avec furie... et que dans les bureaux elle est encore la plus forte.

M. Boyssot continue son argumentation et soulève de vives réclamations à droite quand — à propos d'une disposition du projet de loi qui refuse les fonctions de jurés aux citoyens condamnés pour outrage à la morale publique et religieuse, il déclare, en se couvrant pourtant de l'autorité de Benjamin Constant, qu'il ne peut comprendre ce que c'est que la morale publique et religieuse.

L'orateur qui succède à M. Boyssot, M. de Lacour, soutient naturellement la thèse contraire: celle qui s'appuie sur le passage de l'exposé des motifs que je vous ai cité. Inutile d'ajouter qu'il est applaudi par la droite. Mais les premiers applaudissements l'encouragent. Son discours s'éloigne du sujet pour devenir aussi provocateur que venimeux. Les allusions pleuvent d'un bout comme grêle. Voici venir un complément à droite Changarnier (applaudissements frénétiques à gauche), une insulte aux entremetteurs civils (autres applaudissements). Le discours de Grenoble, comme bien vous pensez, n'est pas oublié, et, finalement, l'orateur accuse le parti républicain d'entraver la libération du territoire. On lui crie: « A la question! » On crie encore: « Mais c'est de la provocation! » Et, ma foi!... c'est... on c'est!

Je vous demande la permission de ne pas suivre. Ce n'est pas de la discussion ni de l'argumentation; c'est à aucun rapport avec le projet de loi. C'est une sorte de divagation où sont réunies toutes les haines, colères et récriminations de la droite, et toutes l'orateur ne néglige pas de nous apprendre qu'il est depuis dix ans l'ami de M. Thiers. Eh bien, n'est-ce pas le cas de dire: « Mieux vaut un sage ennemi!

M. Henri Brisson lui succède à la tribune: « Ce projet de loi, dit-il, n'est pas judiciaire; il est politique. La question posée est celle-ci: « La qualité de juré est-elle un droit, est-elle une fonction? » Selon M. Henri Brisson, — et c'est à grandement raison — le projet de loi est le commencement d'une future loi du 31 mai, une première entreprise contre le suffrage universel. Et restant bien dans son sujet, quant à lui, il scrute le projet, et le déshabille pour en montrer les intentions secrètes. Ah! comme un de ses bons collègues de la droite avait raison de dire, en le désignant au milieu de la gauche: « De tous, il est le plus méchant! »

En somme, le projet de loi remet le choix du jury aux juges de paix et à la magistrature. Il admet bien les conseillers généraux parmi les « respectabilites » chargées de composer la liste, mais de telle façon que la magistrature conserve toujours la haute main.

Après le discours de M. Henri Brisson, la droite demande la clôture et crie: « Aux voix! »

M. Bertauld monte à la tribune pour dire que la discussion sur une loi aussi importante ne saurait être close si précipitamment, et que si l'Assemblée a dispensé cette loi sur le jury des trois délibérations d'usage, c'est une raison pour qu'au moins l'unique délibération soit complète.

Malgré quelques réclamations à droite, l'Assemblée se rend à ces justes observations de M. Bertauld. En conséquence, la suite de la discussion est remise à demain.

Avant la fixation de l'ordre du jour, voici M. de Lorgerie à la tribune. Qu'est-ce que c'est?

M. de Lorgerie dépose une proposition. Attention! « Ma proposition, dit M. de Lorgerie, est relative aux lettres électorales par M. le président de la République et non signées par lui. » (???) On rit.

Après une réclamation d'un député de l'Algérie, appuyée par M. Victor Lefranc, et relative à la mise à l'ordre du jour d'un projet de loi sur le conseil général d'Alger, la séance est levée.

P. S. Paris, 7 h. — En recevant le texte officiel du Message vous aurez remarqué, sans doute, deux phrases très-significatives que je n'avais pas relevées dans mon résumé à l'audition: « La République est le gouvernement légal du pays, vouloir autre chose serait une nouvelle révolution et la plus redoutable de toutes. Ne perdons pas notre temps à la proclamer. »

Ces phrases n'ont pas été prononcées par M. le président de la République ou si elles l'ont été! on ne les a pas entendues. Sans quoi quel effet à droite!

Ce matin le bureau de la gauche républicaine s'est transporté chez M. le président de la République pour le féliciter à propos du Message. On sait que ce bureau devait y aller aujourd'hui à propos de l'incident de la Fère et pour lui demander, disait-on, le sacrifice du général de Cissey. Cet objet, le principal d'abord, de la démarche est devenu objet accessoire. On a parlé seulement des dispositions des états-majors.

Le président de la République a répondu qu'il était tranquille sur l'esprit des états-majors et sûr du dévouement de l'armée.

Une conversation s'est alors engagée entre M. Thiers et les représentants de la gauche. Et dans cette conversation M. Thiers aurait déclaré d'abord que si la République est la commission nommée sur la proposition de M. de Kerdel (et pour la nomination de laquelle il y a demain réunion dans les bureaux) c'est tout un blâme de son Message, soit même — et vous apprécierez la portée de l'expression — étant données les habitudes de la droite — « une insinuation adroitement malveillante, » il se poserait la question de gouvernement.

Relativement à des questions qui lui ont été adressées sur les projets restrictifs du suffrage universel, il aurait déclaré qu'il s'opposerait à toute mutilation... Mais il a ajouté, hélas! que si toutefois il consentait quelque concession à la droite, en cette matière, ce serait à propos des conditions de domicile. Aie!

Hier matin, M. le duc d'Audiffert est allé dans les deux réunions de la droite et du centre droit. Il a proposé l'union des deux droites, — la fusion! des deux ou trois droites. Et sa proposition aurait, dit-on, été adoptée à la quasi-unanimité. Les quelques dissidences viennent du centre droit.

Pendant que les gauches délibèrent pour savoir si elles doivent se séparer, les droites s'unissent.

On n'aurait, et cela vient de gens bien informés, que le nouveau traité de commerce avec l'Angleterre ne passerait pas sans contestes.

Voici la liste des présidents et secrétaires des bureaux: 1<sup>er</sup> bureau, MM. de Corcelle et Johnston; 2<sup>e</sup>, MM. le comte Jaubert et Emile Carron; 3<sup>e</sup>, MM. de Lasteyrie et de Colombet; 4<sup>e</sup>, le comte Rampon et Rathier; 5<sup>e</sup>, MM. le comte Benoist d'Azay et de Chabaud-Latour (Arthur); 6<sup>e</sup>, MM. Arago (Emmanuel) et Renaud (Péris); 7<sup>e</sup>, MM. le marquis d'Andelarre et le comte d'Albignac; 8<sup>e</sup>, MM. Guichard et Wilson; 9<sup>e</sup>, MM. Kolb-Bernard et Vaudier; 10<sup>e</sup>, MM. le marquis de Vogüé et le vicomte Blin de Bourdon; 11<sup>e</sup>, MM. Christophe et Ebray; 12<sup>e</sup>, MM. le général d'Aurelle et Paladines et de Chabrol; 13<sup>e</sup>, MM. le marquis de Talhouët et Bezon (Paul); 14<sup>e</sup>, MM. Bazo et

le duc d'Arcourt; 15<sup>e</sup>, MM. Vitet et le comte Desbassay de Richemont. Dix présidents d'ordre; onze secrétaires centre droit et droite.

Les journaux de Paris commentent le message présidentiel. Voici l'opinion de quelques-uns de ceux qui viennent de nous parvenir:

JOURNAL DE PARIS. — M. le président de la République peut être assuré que sur la question du maintien de l'ordre, il trouvera la majorité aussi compacte, aussi décidée qu'elle l'a jamais été à lui prêter son énergique appui. En ce qui concerne les projets constitutionnels, il a la trouva sans doute beaucoup plus réservée et moins disposée à s'engager à la légère. Il ne saurait ni s'en donner ni s'en plaindre. Son message, en effet, loin de prouver la nécessité des réformes, tend au contraire à démontrer leur inutilité, et le tableau favorable qu'il nous a présenté de l'état de nos affaires n'a qu'une conclusion logique: le maintien du statu quo.

Le centre droit a une partie politique du Message se résume en deux propositions qui se complètent et se précisent l'une l'autre: nécessité de constituer quelque chose, impossibilité de constituer autre chose que la République. En réalité, c'est une transaction entre deux partis qui divisent l'Assemblée, un compromis qui contient à la fois la République réclamée par la gauche, et le pouvoir constituant que la droite ne veut pas abandonner, mais la République idéalisée avec l'ordre, sans lequel elle ne sera pas, et le pouvoir constituant restreint à constituer la République. Ce compromis n'est pas né dans le cerveau de M. Thiers, et n'est pas une conception personnelle et arbitraire; il est le résultat de la situation politique et de l'état d'esprit de la nation. Il est le résultat de la situation politique, et de l'état d'esprit de la nation. Il est le résultat de la situation politique, et de l'état d'esprit de la nation.

GAZETTE DE FRANCE. — Les républicains se félicitent hautement que M. Thiers ait dit: « La République existe, ne perdons pas notre temps à la proclamer. » Ils constatent, avec raison, que c'est la thèse que la droite a toujours soutenue, et que la gauche n'a jamais eu de pouvoir au monde, homme ou assemblée, qui ait pu impunément méconnaître les circonstances. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut.

GAZETTE DE FRANCE. — Les républicains se félicitent hautement que M. Thiers ait dit: « La République existe, ne perdons pas notre temps à la proclamer. » Ils constatent, avec raison, que c'est la thèse que la droite a toujours soutenue, et que la gauche n'a jamais eu de pouvoir au monde, homme ou assemblée, qui ait pu impunément méconnaître les circonstances. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut.

GAZETTE DE FRANCE. — Les républicains se félicitent hautement que M. Thiers ait dit: « La République existe, ne perdons pas notre temps à la proclamer. » Ils constatent, avec raison, que c'est la thèse que la droite a toujours soutenue, et que la gauche n'a jamais eu de pouvoir au monde, homme ou assemblée, qui ait pu impunément méconnaître les circonstances. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut.

GAZETTE DE FRANCE. — Les républicains se félicitent hautement que M. Thiers ait dit: « La République existe, ne perdons pas notre temps à la proclamer. » Ils constatent, avec raison, que c'est la thèse que la droite a toujours soutenue, et que la gauche n'a jamais eu de pouvoir au monde, homme ou assemblée, qui ait pu impunément méconnaître les circonstances. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut.

GAZETTE DE FRANCE. — Les républicains se félicitent hautement que M. Thiers ait dit: « La République existe, ne perdons pas notre temps à la proclamer. » Ils constatent, avec raison, que c'est la thèse que la droite a toujours soutenue, et que la gauche n'a jamais eu de pouvoir au monde, homme ou assemblée, qui ait pu impunément méconnaître les circonstances. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut.

GAZETTE DE FRANCE. — Les républicains se félicitent hautement que M. Thiers ait dit: « La République existe, ne perdons pas notre temps à la proclamer. » Ils constatent, avec raison, que c'est la thèse que la droite a toujours soutenue, et que la gauche n'a jamais eu de pouvoir au monde, homme ou assemblée, qui ait pu impunément méconnaître les circonstances. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut.

GAZETTE DE FRANCE. — Les républicains se félicitent hautement que M. Thiers ait dit: « La République existe, ne perdons pas notre temps à la proclamer. » Ils constatent, avec raison, que c'est la thèse que la droite a toujours soutenue, et que la gauche n'a jamais eu de pouvoir au monde, homme ou assemblée, qui ait pu impunément méconnaître les circonstances. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut.

GAZETTE DE FRANCE. — Les républicains se félicitent hautement que M. Thiers ait dit: « La République existe, ne perdons pas notre temps à la proclamer. » Ils constatent, avec raison, que c'est la thèse que la droite a toujours soutenue, et que la gauche n'a jamais eu de pouvoir au monde, homme ou assemblée, qui ait pu impunément méconnaître les circonstances. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut.

GAZETTE DE FRANCE. — Les républicains se félicitent hautement que M. Thiers ait dit: « La République existe, ne perdons pas notre temps à la proclamer. » Ils constatent, avec raison, que c'est la thèse que la droite a toujours soutenue, et que la gauche n'a jamais eu de pouvoir au monde, homme ou assemblée, qui ait pu impunément méconnaître les circonstances. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut.

GAZETTE DE FRANCE. — Les républicains se félicitent hautement que M. Thiers ait dit: « La République existe, ne perdons pas notre temps à la proclamer. » Ils constatent, avec raison, que c'est la thèse que la droite a toujours soutenue, et que la gauche n'a jamais eu de pouvoir au monde, homme ou assemblée, qui ait pu impunément méconnaître les circonstances. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut.

GAZETTE DE FRANCE. — Les républicains se félicitent hautement que M. Thiers ait dit: « La République existe, ne perdons pas notre temps à la proclamer. » Ils constatent, avec raison, que c'est la thèse que la droite a toujours soutenue, et que la gauche n'a jamais eu de pouvoir au monde, homme ou assemblée, qui ait pu impunément méconnaître les circonstances. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut.

GAZETTE DE FRANCE. — Les républicains se félicitent hautement que M. Thiers ait dit: « La République existe, ne perdons pas notre temps à la proclamer. » Ils constatent, avec raison, que c'est la thèse que la droite a toujours soutenue, et que la gauche n'a jamais eu de pouvoir au monde, homme ou assemblée, qui ait pu impunément méconnaître les circonstances. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut.

GAZETTE DE FRANCE. — Les républicains se félicitent hautement que M. Thiers ait dit: « La République existe, ne perdons pas notre temps à la proclamer. » Ils constatent, avec raison, que c'est la thèse que la droite a toujours soutenue, et que la gauche n'a jamais eu de pouvoir au monde, homme ou assemblée, qui ait pu impunément méconnaître les circonstances. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut.

GAZETTE DE FRANCE. — Les républicains se félicitent hautement que M. Thiers ait dit: « La République existe, ne perdons pas notre temps à la proclamer. » Ils constatent, avec raison, que c'est la thèse que la droite a toujours soutenue, et que la gauche n'a jamais eu de pouvoir au monde, homme ou assemblée, qui ait pu impunément méconnaître les circonstances. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut.

GAZETTE DE FRANCE. — Les républicains se félicitent hautement que M. Thiers ait dit: « La République existe, ne perdons pas notre temps à la proclamer. » Ils constatent, avec raison, que c'est la thèse que la droite a toujours soutenue, et que la gauche n'a jamais eu de pouvoir au monde, homme ou assemblée, qui ait pu impunément méconnaître les circonstances. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut.

GAZETTE DE FRANCE. — Les républicains se félicitent hautement que M. Thiers ait dit: « La République existe, ne perdons pas notre temps à la proclamer. » Ils constatent, avec raison, que c'est la thèse que la droite a toujours soutenue, et que la gauche n'a jamais eu de pouvoir au monde, homme ou assemblée, qui ait pu impunément méconnaître les circonstances. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut.

GAZETTE DE FRANCE. — Les républicains se félicitent hautement que M. Thiers ait dit: « La République existe, ne perdons pas notre temps à la proclamer. » Ils constatent, avec raison, que c'est la thèse que la droite a toujours soutenue, et que la gauche n'a jamais eu de pouvoir au monde, homme ou assemblée, qui ait pu impunément méconnaître les circonstances. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut.

GAZETTE DE FRANCE. — Les républicains se félicitent hautement que M. Thiers ait dit: « La République existe, ne perdons pas notre temps à la proclamer. » Ils constatent, avec raison, que c'est la thèse que la droite a toujours soutenue, et que la gauche n'a jamais eu de pouvoir au monde, homme ou assemblée, qui ait pu impunément méconnaître les circonstances. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut.

GAZETTE DE FRANCE. — Les républicains se félicitent hautement que M. Thiers ait dit: « La République existe, ne perdons pas notre temps à la proclamer. » Ils constatent, avec raison, que c'est la thèse que la droite a toujours soutenue, et que la gauche n'a jamais eu de pouvoir au monde, homme ou assemblée, qui ait pu impunément méconnaître les circonstances. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut.

GAZETTE DE FRANCE. — Les républicains se félicitent hautement que M. Thiers ait dit: « La République existe, ne perdons pas notre temps à la proclamer. » Ils constatent, avec raison, que c'est la thèse que la droite a toujours soutenue, et que la gauche n'a jamais eu de pouvoir au monde, homme ou assemblée, qui ait pu impunément méconnaître les circonstances. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut.

GAZETTE DE FRANCE. — Les républicains se félicitent hautement que M. Thiers ait dit: « La République existe, ne perdons pas notre temps à la proclamer. » Ils constatent, avec raison, que c'est la thèse que la droite a toujours soutenue, et que la gauche n'a jamais eu de pouvoir au monde, homme ou assemblée, qui ait pu impunément méconnaître les circonstances. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut.

GAZETTE DE FRANCE. — Les républicains se félicitent hautement que M. Thiers ait dit: « La République existe, ne perdons pas notre temps à la proclamer. » Ils constatent, avec raison, que c'est la thèse que la droite a toujours soutenue, et que la gauche n'a jamais eu de pouvoir au monde, homme ou assemblée, qui ait pu impunément méconnaître les circonstances. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut.

GAZETTE DE FRANCE. — Les républicains se félicitent hautement que M. Thiers ait dit: « La République existe, ne perdons pas notre temps à la proclamer. » Ils constatent, avec raison, que c'est la thèse que la droite a toujours soutenue, et que la gauche n'a jamais eu de pouvoir au monde, homme ou assemblée, qui ait pu impunément méconnaître les circonstances. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut.

GAZETTE DE FRANCE. — Les républicains se félicitent hautement que M. Thiers ait dit: « La République existe, ne perdons pas notre temps à la proclamer. » Ils constatent, avec raison, que c'est la thèse que la droite a toujours soutenue, et que la gauche n'a jamais eu de pouvoir au monde, homme ou assemblée, qui ait pu impunément méconnaître les circonstances. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut.

GAZETTE DE FRANCE. — Les républicains se félicitent hautement que M. Thiers ait dit: « La République existe, ne perdons pas notre temps à la proclamer. » Ils constatent, avec raison, que c'est la thèse que la droite a toujours soutenue, et que la gauche n'a jamais eu de pouvoir au monde, homme ou assemblée, qui ait pu impunément méconnaître les circonstances. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut.

GAZETTE DE FRANCE. — Les républicains se félicitent hautement que M. Thiers ait dit: « La République existe, ne perdons pas notre temps à la proclamer. » Ils constatent, avec raison, que c'est la thèse que la droite a toujours soutenue, et que la gauche n'a jamais eu de pouvoir au monde, homme ou assemblée, qui ait pu impunément méconnaître les circonstances. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut.

GAZETTE DE FRANCE. — Les républicains se félicitent hautement que M. Thiers ait dit: « La République existe, ne perdons pas notre temps à la proclamer. » Ils constatent, avec raison, que c'est la thèse que la droite a toujours soutenue, et que la gauche n'a jamais eu de pouvoir au monde, homme ou assemblée, qui ait pu impunément méconnaître les circonstances. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut.

GAZETTE DE FRANCE. — Les républicains se félicitent hautement que M. Thiers ait dit: « La République existe, ne perdons pas notre temps à la proclamer. » Ils constatent, avec raison, que c'est la thèse que la droite a toujours soutenue, et que la gauche n'a jamais eu de pouvoir au monde, homme ou assemblée, qui ait pu impunément méconnaître les circonstances. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut.

GAZETTE DE FRANCE. — Les républicains se félicitent hautement que M. Thiers ait dit: « La République existe, ne perdons pas notre temps à la proclamer. » Ils constatent, avec raison, que c'est la thèse que la droite a toujours soutenue, et que la gauche n'a jamais eu de pouvoir au monde, homme ou assemblée, qui ait pu impunément méconnaître les circonstances. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut.

GAZETTE DE FRANCE. — Les républicains se félicitent hautement que M. Thiers ait dit: « La République existe, ne perdons pas notre temps à la proclamer. » Ils constatent, avec raison, que c'est la thèse que la droite a toujours soutenue, et que la gauche n'a jamais eu de pouvoir au monde, homme ou assemblée, qui ait pu impunément méconnaître les circonstances. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut.

GAZETTE DE FRANCE. — Les républicains se félicitent hautement que M. Thiers ait dit: « La République existe, ne perdons pas notre temps à la proclamer. » Ils constatent, avec raison, que c'est la thèse que la droite a toujours soutenue, et que la gauche n'a jamais eu de pouvoir au monde, homme ou assemblée, qui ait pu impunément méconnaître les circonstances. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut.

GAZETTE DE FRANCE. — Les républicains se félicitent hautement que M. Thiers ait dit: « La République existe, ne perdons pas notre temps à la proclamer. » Ils constatent, avec raison, que c'est la thèse que la droite a toujours soutenue, et que la gauche n'a jamais eu de pouvoir au monde, homme ou assemblée, qui ait pu impunément méconnaître les circonstances. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut.

GAZETTE DE FRANCE. — Les républicains se félicitent hautement que M. Thiers ait dit: « La République existe, ne perdons pas notre temps à la proclamer. » Ils constatent, avec raison, que c'est la thèse que la droite a toujours soutenue, et que la gauche n'a jamais eu de pouvoir au monde, homme ou assemblée, qui ait pu impunément méconnaître les circonstances. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut. On ne constitue pas comme on veut, on constitue comme on peut.

la République fut le régime définitivement adopté par le pays.

Cette après-midi, nous avons pu constater qu'un certain nombre de membres de la droite, après avoir lu le Message, étaient devenus beaucoup moins mécontents. Néanmoins, nous le pouvons constater, la situation entre la droite et la gauche de la République et la droite est très-tendue. Mais nous sommes absolument de l'avis de M. B... l'un des membres les plus influents du centre droit, qui, interpellé par plusieurs de ses collègues, répondait:

« La droite est trop grave pour ne pas s'arrêter. » Le centre droit s'est réuni hier sous l'impression assez vive que le Message avait produite dans la majorité de l'Assemblée. En l'absence de M. Saint-Girardin, la réunion était présidée par M. le duc de Broglie.

La majorité des membres présents se composait de députés habitant Versailles et qui, en définitive, se rapprochent plus de la réunion des Réservoirs que de la réunion de la droite. Ils ont discuté la question relative à la composition des commissions mensuelles qui devaient être désignées aujourd'hui jeudi, dans les bureaux, M. le président a appelé l'attention de la réunion sur les graves difficultés de la situation.

M. Cornélis de Witt a proposé d'ajourner à mardi la nomination de la commission chargée d'examiner la proposition de M. André de Kerdel, et de la suite de l'interpell







# ELEGANCE BON MARCHÉ REEL.

PARDESSUS RICHES ET CONFORTABLES. . . de fr. 18 à 100

REDINGOTES AMÉRICAINES, JAQUETTES et VESTONS de fr. 20 à 80

ANVERS, GAND, MONS, rue Canal au Fromage, 1, rue des Champs, 16, rue de la Chaussée, 66.

# VÊTEMENTS CONFECTIONNÉS POUR HOMMES

J. H. HOLLAND ET MAISON CENTRALE rue Neuve, 11. BRUXELLES

SECOURSALLES: RUE DE LA MADEIRA, 42, RUE D'UNION, 2.

# Nouveautés Anglaises, Françaises et Belges.

PANTALONS D'UNE COUPE INIMITABLE. . . de fr. 10 à 30

GILETS DE VILLE ET DE SOIRÉE. . . de fr. 5 à 25

LIÈGE, NAMUR, CHARLEROI, rue de la Cathédrale, 58, rue de l'Ange, 69, Place Vertu.

# MAISON D'HIVER A OSTENDE

## PRÈS FRANCFORT-SUR-MAIN.

La Saison d'Hiver à Hombourg commence le 1<sup>er</sup> Octobre et finira le 31 Décembre. Le CASINO renferme une vaste et immense Galerie, bien fermée, admirablement chauffée, exposée au midi et servant de promenade d'hiver.

Pendant la Saison d'Hiver, les Bals, les Fêtes et les Concerts se succèdent sans interruption. Orchestre d'élite. Grand Café sur le modèle des premiers établissements de Paris, contenant plusieurs billards. — Restaurant tenu par CHEVET.

La Roulette se joue avec un seul zéro et le Trente et Quarante avec demi-refait. Chasse à tir en plaine et en forêt sur une étendue de vingt mille hectares; gros et petit gibier.

Hôtels, Villas et Appartements meublés à des prix modérés. Station télégraphique. On se rend de Paris à Hombourg en 17 heures.

# Bateaux malles-postes du Gouvernement Belge ENTRE OSTENDE ET DOUVRES

## Avis important.

A Ostende, le chemin de fer étant prolongé jusqu'au nouveau débarcadere, les voyageurs s'embarquent et débarquent comme au Pier de l'Anvers à Dour. — En face du débarcadere, ils trouvent un buffet-restaurant et des chambres à coucher comme à Calais. — On n'exige plus les passe-ports, ni les noms des voyageurs.

Londres à Bruxelles en 9 1/2 heures. — Cologne en 15 1/2 heures. — Berlin, Hambourg en 27 1/2 heures. Route directe de Londres à Brindisi, port d'arrivée et de départ de la maille des Indes. Service journalier via Cologne, Munich, le Brenner, Vienne, etc.

## SERVICE DE JOUR

Vers l'Angleterre. Bruxelles (Nord) D. 7.25 m. avec les voyageurs venant de l'Allemagne et la Suisse par le convoi de Cologne arrivant à 5 h.

Ostende D. 10 h. Douvres A. vers 2 h. s. » D. 3.45. » D. 5.45.

Nota. — Les stations d'arrivée et de départ dans Londres sont Cannon street, Ludgate Hill, Charing Cross et Victoria, au choix du voyageur.

## SERVICE DE NUIT

Vers l'Angleterre. Bruxelles (par Malines) D. 5.00 h. soir. Cologne » D. 11.40 h. matin.

Aix Ostende » D. 3.00 h. soir. Londres » D. 3.35 ou 6.15 m.

Prix du bateau seulement: 1<sup>re</sup> classe 10 fr. 50. Cabine particulière pour une ou plusieurs personnes, 10-20 fr. en sus du prix de la 1<sup>re</sup> classe.

S'adresser pour les renseignements et coupons directs à Londres aux stations de Charing Cross, Cannon street, Ludgate Hill et Victoria, 53, Gracechurch street; et à 40, Regent Circus. — En Belgique, Station du Nord, et 90bis, Montagne de la Cour, à Bruxelles. — En Allemagne, à Cologne, à la Station centrale et aux n<sup>os</sup> 3 et 12, Friedrich Wilhelmstrasse; à Aix-la-Chapelle, à la station et chez C. Schiffer, 1, Bahnhof platz, et aux stations de Düsseldorf, Crefeld et Elberfeld.

COUPONS ALLER ET RETOUR ENTRE BRUXELLES & LONDRES. AGENCE CONTINENTALE: A Londres, « Continental Daily Parcels Express. » Seul correspondant de l'Etat belge et la Poste Impériale de l'Allemagne pour l'Angleterre.

SERVICE EXPRESS. bagages, etc., par les malles d'Ostende à Douvres, matin et soir. — PRIX fixes et modérés. — ASSURANCE de 100 fr. par 100 fr. avec un minimum de 25 fr. — Tarifs gratuits avec instructions et les taxes pour les grands centres de commerce de la Grande-Bretagne aux BUREAUX DE BRUXELLES, 90bis, MONTAGNE DE LA COUR; à LONDRES, 53, GRACECHURCH STREET, CITY; 34, REGENT CIRCUS, WEST END et PAR LA POSTE.

Nota. — On peut expédier et vers les bureaux et stations belges contre REMBOURSEMENT. Le grand avantage qu'offre ce service, surtout au commerce allemand et suisse, qu'il n'est jamais interrompu, pas même pour les exigences militaires, quand tout autre service est suspendu.

Avis favorable. VESICATOIRE et PAPIER d'ALBESPEYRES. Recommandé depuis 50 ans par les sommités médicales.

Vesicatoire d'Albepespyres. — Action sûre et régulière. — Indispensable au médecin qui exerce à la campagne. — Préparation la plus commode pour entretenir les vésicatoires sans odeur ni douleur. — Extrême propriété.

40 ANS D'EXISTENCE. CAPSULES DE RAQUIN. Approuvées par l'ACADEMIE de MÉDECINE.

EXTRAIT DU RAPPORT approuvé à l'unanimité par l'Académie de médecine. Les capsules glutineuses de Raquin sont inférées avec facilité.

Elles ne causent aucune douleur, aucune irritation, aucune éruption, comme cela arrive plus ou moins après l'ingestion des autres préparations de copahu, même des capsules gélatineuses.

Leur efficacité n'a présenté aucune exception. Deux facons ont suffi dans la plupart des cas.

Dans toutes les pharmacies et chez l'inventeur, 78 et 80, FAUBOURG ST-DENIS, Paris.

EN BELGIQUE, DÉPÔTS DANS TOUTES LES PRINCIPALES PHARMACIES.

# L'EUROPE ILLUSTRÉE

JOURNAL CHROMOGRAPHIQUE. Le plus splendide journal qui ait jamais paru. GRAVURES EN COULEUR. — ACTUALITÉ. PRIME GRATUITE: Joli tableau à l'huile.

Un an: 40 fr. — Provinces: envoyer un mandat de fr. 40-50 à l'administrateur de l'Europe, 76, rue Neuve, Bruxelles. — Tous les autres pays, port compris, 16 fr.

Hôtel OLIVIER, à Londres 37, Finsbury Square, E. C.

Tenu et fini par le même propriétaire depuis 38 ans. Grands changements et améliorations. Fréquenté principalement par les négociants français, belges et suisses. Prix modérés. — Restaurant tenu par CHEVET.

BOEUFs — VACHES — PEaux Marchands de Bestiaux.

Le soussigné, établi depuis plusieurs années dans la Frise comme commissionnaire en bétail gras et à nourrir, désire et cherche, afin d'obtenir des ordres dans le sud-est, des relations dans l'étranger avec des personnes de solidité connue.

PRÊTS SUR TITRES. Mises nombreuses rendus. Intérêt 6 p. c. 120, au Comptoir financier de la Seine, 64, rue de Rennes, à Paris. Paiement de coupons, 55 c. par 100 fr. 3895

# THE GRAPHIC.

Le MEILLEUR et le PLUS BEAU des journaux illustrés. Tous les samedis: se vend chez tous les libraires et dans les princip. stations de chem. de fer en Europe.

# BIÈRES ANGLAISES

DE LA BRASSERIE BASS & C<sup>o</sup>. BECKTON, FAIRBANKS, bières hygiéniques, fortifiées, digestes. — 800 LITRES (KIL) 10 à 14 fr. et en fûts anglais de 80 litres, 50 à 55 fr.

Adresse: HORTON'S PRINCE OF WALES, rue Ville-Neuve, 4, à Bruxelles. — 3896

# PAPIER WLINSI

Le grand succès de ce remède est dû à sa propriété d'attirer à l'extérieur du corps l'irritation qui tend toujours à se fixer sur les organes essentiels à la vie; il déplace ainsi le mal en rendant la guérison facile et prompte.

Les premiers médecins les recommandent contre les rhumes, bronchites, maux de gorge, gripes, rhumatismes, lombagos, douleurs. Son emploi est des plus simples: on se contente d'appliquer la feuille sur la partie malade.

On le trouve dans toutes les pharmacies. Prix de la boîte de 10 feuilles: 1 fr. Se délier des contrefaçons.

Agence spéciale de mise en vente de la Suède et la Norvège des mines de fer, cuivre, nickel, argent, etc., etc., sont à vendre. Des références sont données.

Stockholm, novembre 1872. C. W. FRICH.

Une maison de Bordeaux demande un représentant sérieux pour la vente des vins et liqueurs à la clientèle bourgeoise. Envoyer références. Ecrire à V. F. DURAND, à Bordeaux.

Remplacement à qui rapportera ou fera retrouver une petite Chienne blanche, poil longs et laines, yeux noirs, taches légèrement jaunes sur le

# ENCRE NOUVELLE

MATHIEU PLESSY & C<sup>o</sup>. Croix de la Légion d'Honneur à l'Exp. univ. de 1867. Encre nouvelle double violet à copier. Adoptée par toutes les grandes administrations. Paris, 60, St-Germain. — Dépôt chez les papeteriers.

NI FROID NI AIR pour les portes et croisées. TANNIQUOY FILLEUL et ANDOQUE, 49, r. Vivienne. Escalier, 14, Bruxelles.

# SIROP DE DIGITALE de LABELONYE.

Ce sirop, à la fois un excellent sédatif et puissant diurétique, est employé depuis trente ans, avec un remarquable succès, par les médecins de tous les pays contre les maladies du cœur, les diverses hydropisies, les bronchites chroniques, catarrhes, asthmes et catarrhes chroniques; enfin, dans tous les troubles de la circulation.

Le SIROP DE LABELONYE n'est vendu qu'en bonnes feuilles revêtues d'étiquettes teintées et scellées par une bande portant la signature de l'inventeur, à Paris, 99, rue d'Aboukir.

Dépôt à Bruxelles chez Ch. Delacour, Pharmacie anglaise, et dans les principales pharmacies de chaque ville.

# TRAITEMENT SPÉCIAL DES HERNIES

Bandage à pelote plastique en caoutchouc naturel, breveté, modelé dans les hernies, sur les différents points de la hernie, par les soins de la commission médicale pour la guérison. — L. VOIVRE, n<sup>o</sup> 29, rue d'Étève, Bruxelles. Visible de 9 heures à 5 heures. 3798

# PILULES HOLLOWAY

Remède sûr pour les Maux de Tête, l'Indigestion, la Bile, les Maladies des Femmes, Faiblesse et Débilité. Se trouve chez tous les pharmaciens à fr. 4-50, 3-75.

Prof. Holloway, 333, Oxford str., W. C. Londres.

# DENTS SAINES.

La propreté et la conservation inaltérable de la denture et des gencives est efficacement garantie par l'usage des dentifrices savonneuses inventées par le Dr J. G. POPP, médecin-dentiste de la Cour I. et R. de Vienne; ce spécifique qui détruit aussi la mauvaise haleine, ne contient aucun poison, aucune substance nuisible à l'hygiène; il prévient la carie des dents et la formation du tartre, elle préserve des maux de dents en très-peu de temps (dans le cas où elles se seraient

La Poudre dentifrice végétale du Dr J. G. POPP nettoie les dents de telle façon que son emploi journalier en fait disparaître complètement la tache, mais donne à l'émail des dents une blancheur et un poli éblouissants.

Prix de la boîte, fr. 1-60. Dépôts à Bruxelles chez MM. Delacour, pharm. angl., 99, Montagne de la Cour, Schoofs, ph. angl., rue de la Montagne; Pharmacie Normale, rue Neuve, 37; Vanden Branden, rue des Fripiers; Michiels, ph. rue Cantensteen, 42; Sautin, ph. rue de la Madeleine, 30; Loose, ph. rue de la Montagne, 12; et chez tous les pharmaciens de la Province, de la Flandre, de la Hollande, de la Belgique, de la Suisse, de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Prusse, de la Russie, de la Pologne, de la Hongrie, de la Bohême, de la Moravie, de la Silésie, de la Galicie, de la Cracovie, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Serbie, de la Bulgarie, de la Grèce, de la Turquie, de l'Égypte, de la Perse, de l'Inde, de la Chine, de la Japon, de la Corée, de la Sibirie, de l'Amérique du Nord, de l'Amérique du Sud, de l'Australie, de l'Asie, de l'Europe, de l'Afrique, de l'Océanie.

UNE FRANÇAISE, ayant quelque expérience comme institutrice et comme gouvernante, est dans un pensionnat-école de jeunes filles. Entrée de suite. Adresser les offres à M. Haasenstein et Vogler, à Francfort s/M. 3905

Un cuisinier expérimenté cherche une place fixe, si c'est possible, dans un hôtel ou grand établissement pour le 1<sup>er</sup> mars. S'adresser les init. W. 545, à l'expédition d'annonces de MM. Haasenstein et Vogler, à Francfort s/M. 3906

# BOURSE DE LONDRES DU 14 NOVEMBRE.

Consolidated annuities, 104 1/4. Railways, 104 1/4. Bank of England, 104 1/4. India, 104 1/4. Suez, 104 1/4. Canal, 104 1/4. Gas, 104 1/4. Water, 104 1/4. Coal, 104 1/4. Iron, 104 1/4. Steel, 104 1/4. Copper, 104 1/4. Lead, 104 1/4. Zinc, 104 1/4. Tin, 104 1/4. Silver, 104 1/4. Gold, 104 1/4. Platinum, 104 1/4. Palladium, 104 1/4. Rhodium, 104 1/4. Iridium, 104 1/4. Osmium, 104 1/4. Selenium, 104 1/4. Tellurium, 104 1/4. Bismuth, 104 1/4. Antimony, 104 1/4. Arsenic, 104 1/4. Vanadium, 104 1/4. Manganese, 104 1/4. Nickel, 104 1/4. Cobalt, 104 1/4. Molybdenum, 104 1/4. Tungsten, 104 1/4. Barium, 104 1/4. Strontium, 104 1/4. Calcium, 104 1/4. Magnesium, 104 1/4. Sodium, 104 1/4. Potassium, 104 1/4. Lithium, 104 1/4. Beryllium, 104 1/4. Boron, 104 1/4. Carbon, 104 1/4. Nitrogen, 104 1/4. Oxygen, 104 1/4. Hydrogen, 104 1/4. Fluorine, 104 1/4. Chlorine, 104 1/4. Bromine, 104 1/4. Iodine, 104 1/4. Astatine, 104 1/4. Francium, 104 1/4. Radium, 104 1/4. Actinium, 104 1/4. Thorium, 104 1/4. Protactinium, 104 1/4. Uranium, 104 1/4. Neptunium, 104 1/4. Plutonium, 104 1/4. Americium, 104 1/4. Curium, 104 1/4. Berkelium, 104 1/4. Californium, 104 1/4. Einsteinium, 104 1/4. Fermium, 104 1/4. Mendelevium, 104 1/4. Nobelium, 104 1/4. Lawrencium, 104 1/4. Rutherfordium, 104 1/4. Dubnium, 104 1/4. Seaborgium, 104 1/4. Bohrium, 104 1/4. Hassium, 104 1/4. Meitnerium, 104 1/4. Darmstadtium, 104 1/4. Roentgenium, 104 1/4. Copernicium, 104 1/4. Livermorium, 104 1/4. Tennessine, 104 1/4. Oganesson, 104 1/4.

# BOURSE DE PARIS DU 14 NOVEMBRE.

3 p. c. ann., 84 1/2. 4 p. c. ann., 84 1/2. 5 p. c. ann., 84 1/2. 6 p. c. ann., 84 1/2. 7 p. c. ann., 84 1/2. 8 p. c. ann., 84 1/2. 9 p. c. ann., 84 1/2. 10 p. c. ann., 84 1/2. 11 p. c. ann., 84 1/2. 12 p. c. ann., 84 1/2. 13 p. c. ann., 84 1/2. 14 p. c. ann., 84 1/2. 15 p. c. ann., 84 1/2. 16 p. c. ann., 84 1/2. 17 p. c. ann., 84 1/2. 18 p. c. ann., 84 1/2. 19 p. c. ann., 84 1/2. 20 p. c. ann., 84 1/2. 21 p. c. ann., 84 1/2. 22 p. c. ann., 84 1/2. 23 p. c. ann., 84 1/2. 24 p. c. ann., 84 1/2. 25 p. c. ann., 84 1/2. 26 p. c. ann., 84 1/2. 27 p. c. ann., 84 1/2. 28 p. c. ann., 84 1/2. 29 p. c. ann., 84 1/2. 30 p. c. ann., 84 1/2. 31 p. c. ann., 84 1/2. 32 p. c. ann., 84 1/2. 33 p. c. ann., 84 1/2. 34 p. c. ann., 84 1/2. 35 p. c. ann., 84 1/2. 36 p. c. ann., 84 1/2. 37 p. c. ann., 84 1/2. 38 p. c. ann., 84 1/2. 39 p. c. ann., 84 1/2. 40 p. c. ann., 84 1/2. 41 p. c. ann., 84 1/2. 42 p. c. ann., 84 1/2. 43 p. c. ann., 84 1/2. 44 p. c. ann., 84 1/2. 45 p. c. ann., 84 1/2. 46 p. c. ann., 84 1/2. 47 p. c. ann., 84 1/2. 48 p. c. ann., 84 1/2. 49 p. c. ann., 84 1/2. 50 p. c. ann., 84 1/2. 51 p. c. ann., 84 1/2. 52 p. c. ann., 84 1/2. 53 p. c. ann., 84 1/2. 54 p. c. ann., 84 1/2. 55 p. c. ann., 84 1/2. 56 p. c. ann., 84 1/2. 57 p. c. ann., 84 1/2. 58 p. c. ann., 84 1/2. 59 p. c. ann., 84 1/2. 60 p. c. ann., 84 1/2. 61 p. c. ann., 84 1/2. 62 p. c. ann., 84 1/2. 63 p. c. ann., 84 1/2. 64 p. c. ann., 84 1/2. 65 p. c. ann., 84 1/2. 66 p. c. ann., 84 1/2. 67 p. c. ann., 84 1/2. 68 p. c. ann., 84 1/2. 69 p. c. ann., 84 1/2. 70 p. c. ann., 84 1/2. 71 p. c. ann., 84 1/2. 72 p. c. ann., 84 1/2. 73 p. c. ann., 84 1/2. 74 p. c. ann., 84 1/2. 75 p. c. ann., 84 1/2. 76 p. c. ann., 84 1/2. 77 p. c. ann., 84 1/2. 78 p. c. ann., 84 1/2. 79 p. c. ann., 84 1/2. 80 p. c. ann., 84 1/2. 81 p. c. ann., 84 1/2. 82 p. c. ann., 84 1/2. 83 p. c. ann., 84 1/2. 84 p. c. ann., 84 1/2. 85 p. c. ann., 84 1/2. 86 p. c. ann., 84 1/2. 87 p. c. ann., 84 1/2. 88 p. c. ann., 84 1/2. 89 p. c. ann., 84 1/2. 90 p. c. ann., 84 1/2. 91 p. c. ann., 84 1/2. 92 p. c. ann., 84 1/2. 93 p. c. ann., 84 1/2. 94 p. c. ann., 84 1/2. 95 p. c. ann., 84 1/2. 96 p. c. ann., 84 1/2. 97 p. c. ann., 84 1/2. 98 p. c. ann., 84 1/2. 99 p. c. ann., 84 1/2. 100 p. c. ann., 84 1/2.

# BOURSE DE BRUXELLES DU 14 NOVEMBRE.

3 p. c. ann., 84 1/2. 4 p. c. ann., 84 1/2. 5 p. c. ann., 84 1/2. 6 p. c. ann., 84 1/2. 7 p. c. ann., 84 1/2. 8 p. c. ann., 84 1/2. 9 p. c. ann., 84 1/2. 10 p. c. ann., 84 1/2. 11 p. c. ann., 84 1/2. 12 p. c. ann., 84 1/2. 13 p. c. ann., 84 1/2. 14 p. c. ann., 84 1/2. 15 p. c. ann., 84 1/2. 16 p. c. ann., 84 1/2. 17 p. c. ann., 84 1/2. 18 p. c. ann., 84 1/2. 19 p. c. ann., 84 1/2. 20 p. c. ann., 84 1/2. 21 p. c. ann., 84 1/2. 22 p. c. ann., 84 1/2. 23 p. c. ann., 84 1/2. 24 p. c. ann., 84 1/2. 25 p. c. ann., 84 1/2. 26 p. c. ann., 84 1/2. 27 p. c. ann., 84 1/2. 28 p. c. ann., 84 1/2. 29 p. c. ann., 84 1/2. 30 p. c. ann., 84 1/2. 31 p. c. ann., 84 1/2. 32 p. c. ann., 84 1/2. 33 p. c. ann., 84 1/2. 34 p. c. ann., 84 1/2. 35 p. c. ann., 84 1/2. 36 p. c. ann., 84 1/2. 37 p. c. ann., 84 1/2. 38 p. c. ann., 84 1/2. 39 p. c. ann., 84 1/2. 40 p. c. ann., 84 1/2. 41 p. c. ann., 84 1/2. 42 p. c. ann., 84 1/2. 43 p. c. ann., 84 1/2. 44 p. c. ann., 84 1/2. 45 p. c. ann., 84 1/2. 46 p. c. ann., 84 1/2. 47 p. c. ann., 84 1/2. 48 p. c. ann., 84 1/2. 49 p. c. ann., 84 1/2. 50 p. c. ann., 84 1/2. 51 p. c. ann., 84 1/2. 52 p. c. ann., 84 1/2. 53 p. c. ann., 84 1/2. 54 p. c. ann., 84 1/2. 55 p. c. ann., 84 1/2. 56 p. c. ann., 84 1/2. 57 p. c. ann., 84 1/2. 58 p. c. ann., 84 1/2. 59 p. c. ann., 84 1/2. 60 p. c. ann., 84 1/2. 61 p. c. ann., 84 1/2. 62 p. c. ann., 84 1/2. 63 p. c. ann., 84 1/2. 64 p. c. ann., 84 1/2. 65 p. c. ann., 84 1/2. 66 p. c. ann., 84 1/2. 67 p. c. ann., 84 1/2. 68 p. c. ann., 84 1/2. 69 p. c. ann., 84 1/2. 70 p. c. ann., 84 1/2. 71 p. c. ann., 84 1/2. 72 p. c. ann., 84 1/2. 73 p. c. ann., 84 1/2. 74 p. c. ann., 84 1/2. 75 p. c. ann., 84 1/2. 76 p. c. ann., 84 1/2. 77 p. c. ann., 84 1/2. 78 p. c. ann., 84 1/2. 79 p. c. ann., 84 1/2. 80 p. c. ann., 84 1/2. 81 p. c. ann., 84 1/2. 82 p. c. ann., 84 1/2. 83 p. c. ann., 84 1/2. 84 p. c. ann., 84 1/2. 85 p. c. ann., 84 1/2. 86 p. c. ann., 84 1/2. 87 p. c. ann., 84 1/2. 88 p. c. ann., 84 1/2. 89 p. c. ann., 84 1/2. 90 p. c. ann., 84 1/2. 91 p. c. ann., 84 1/2. 92 p. c. ann., 84 1/2. 93 p. c. ann., 84 1/2. 94 p. c. ann., 84 1/2. 95 p. c. ann., 84 1/2. 96 p. c. ann., 84 1/2. 97 p. c. ann., 84 1/2. 98 p. c. ann., 84 1/2. 99 p. c. ann., 84 1/2. 100 p. c. ann., 84 1/2.

# BOURSE DE LONDRES DU 14 NOVEMBRE.

Consolidated annuities, 104 1/4. Railways, 104 1/4. Bank of England, 104 1/4. India, 104 1/4. Suez, 104 1/4. Canal, 104 1/4. Gas, 104 1/4. Water, 104 1/4. Coal, 104 1/4. Iron, 104 1/4. Steel, 104 1/4. Copper, 104 1/4. Lead, 104 1/4. Zinc, 104 1/4. Tin, 104 1/4. Silver, 104 1/4. Gold, 104 1/4. Platinum, 104 1/4. Palladium, 104 1/4. Rhodium, 104 1/4. Iridium, 104 1/4. Osmium, 104 1/4. Selenium, 104 1/4. Tellurium, 104 1/4. Bismuth, 104 1/4. Antimony, 104 1/4. Arsenic, 104 1/4. Vanadium, 104 1/4. Manganese, 104 1/4. Nickel, 104 1/4. Cobalt, 104 1/4. Molybdenum, 104 1/4. Tungsten, 104 1/4. Barium, 104 1/4. Strontium, 104 1/4. Calcium, 104 1/4. Magnesium, 104 1/4. Sodium, 104 1/4. Potassium, 104 1/4. Lithium, 104 1/4. Beryllium, 104 1/4. Boron, 104 1/4. Carbon, 104 1/4. Nitrogen, 104 1/4. Oxygen, 104 1/4. Hydrogen, 104 1/4. Fluorine, 104 1/4. Chlorine, 104 1/4. Bromine, 104 1/4. Iodine, 104 1/4. Astatine, 104 1/4. Francium, 104 1/4. Radium, 104 1/4. Actinium, 104 1/4. Thorium, 104 1/4. Protactinium, 104 1/4. Uranium, 104 1/4. Neptunium, 104 1/4. Plutonium, 104 1/4. Americium, 104 1/4. Curium, 104 1/4. Berkelium, 104 1/4. Californium, 104 1/4. Einsteinium, 104 1/4. Fermium, 104 1/4. Mendelevium, 104 1/4. Nobelium, 104 1/4. Lawrencium, 104 1/4. Rutherfordium, 104 1/4. Dubnium, 104 1/4. Seaborgium, 104 1/4. Bohrium, 104 1/4. Hassium, 104 1/4. Meitnerium, 104 1/4. Darmstadtium, 104 1/4. Roentgenium, 104 1/4. Copernicium, 104 1/4. Livermorium, 104 1/4. Tennessine, 104 1/4. Oganesson, 104 1/4.

# BOURSE DE PARIS DU 14 NOVEMBRE.

3 p. c. ann., 84 1/2. 4 p. c. ann., 84 1/2. 5 p. c. ann., 84 1/2. 6 p. c. ann., 84 1/2. 7 p. c. ann., 84 1/2. 8 p. c. ann., 84 1/2. 9 p. c. ann., 84 1/2. 10 p. c. ann., 84 1/2. 11 p. c. ann., 84 1/2. 12 p. c. ann., 84 1/2. 13 p. c. ann., 84 1/2. 14 p. c. ann., 84 1/2. 15 p. c. ann., 84 1/2. 16 p. c. ann., 84 1/2. 17 p. c. ann., 84 1/2.